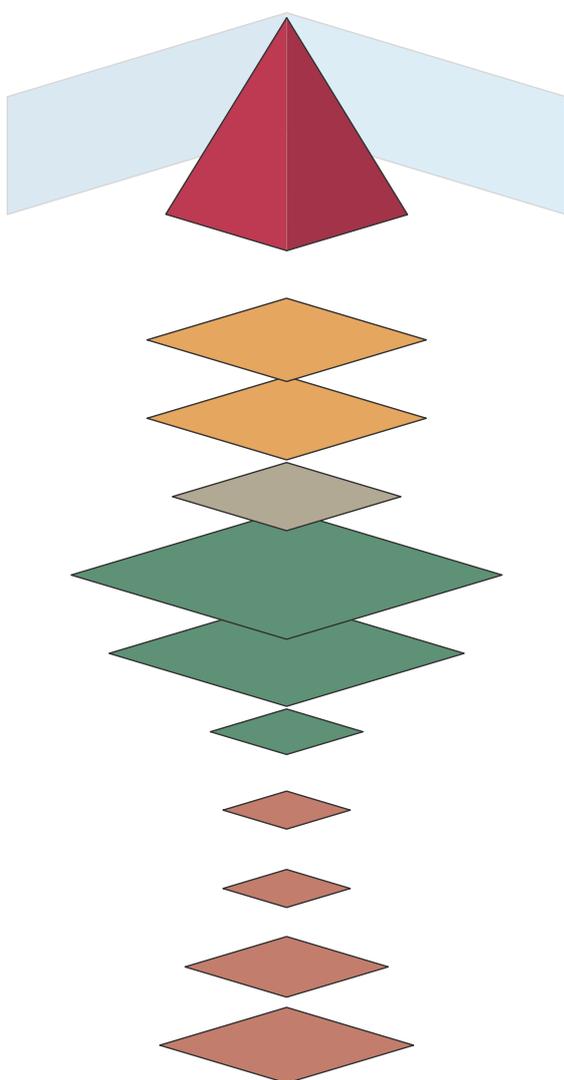




GABON



4,90

SCORE DE CRIMINALITÉ

95^e sur 193 pays

32^e sur 54 pays africains

7^e sur 11 pays d'Afrique centrale



MARCHÉS CRIMINELS

4,80

TRAITE DES PERSONNES **5,50**

TRAFIC D'ÊTRES HUMAINS **5,50**

TRAFIC D'ARMES **4,50**

CRIMINALITÉ LIÉE À LA FLORE **8,50**

CRIMINALITÉ LIÉE À LA FAUNE **7,00**

CRIMINALITÉ LIÉE AUX PRODUITS
NON RENOUVELABLES **3,00**

COMMERCE D'HÉROÏNE **2,50**

COMMERCE DE COCAÏNE **2,50**

COMMERCE DE CANNABIS **4,00**

COMMERCE DE DROGUES DE SYNTHÈSE **5,00**



ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ

5,00

GROUPES DE TYPE MAFIEUX **1,00**

RÉSEAUX CRIMINELS **5,00**

ACTEURS INTÉGRÉS À L'ÉTAT **8,00**

ACTEURS ÉTRANGERS **6,00**



3,17

SCORE DE RÉSILIENCE

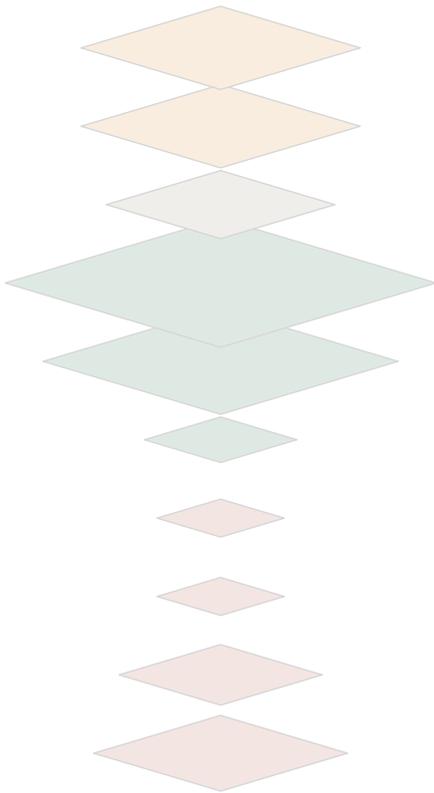
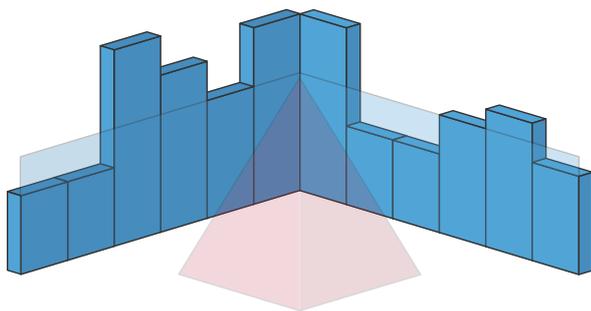
164^e sur 193 pays

36^e sur 54 pays africains

5^e sur 11 pays d'Afrique centrale



 **GABON**



 **3,17**
SCORE DE RÉSILIENCE

164^e sur 193 pays
36^e sur 54 pays africains
5^e sur 11 pays d'Afrique centrale

LEADERSHIP POLITIQUE ET GOUVERNANCE	2,00
TRANSPARENCE ET RESPONSABILITÉ DU GOUVERNEMENT	2,00
COOPÉRATION INTERNATIONALE	5,00
POLITIQUES ET LÉGISLATIONS NATIONALES	4,00
SYSTÈME JUDICIAIRE ET DÉTENTION	3,00
FORCES DE L'ORDRE	4,50
INTÉGRITÉ TERRITORIALE	4,50
LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT	2,00
CAPACITÉ DE RÉGLEMENTATION ÉCONOMIQUE	2,00
SOUTIEN AUX VICTIMES ET AUX TÉMOINS	3,00
PRÉVENTION	3,50
ACTEURS NON ÉTATIQUES	2,50

 **4,90**
SCORE DE CRIMINALITÉ

95^e sur 193 pays
32^e sur 54 pays africains
7^e sur 11 pays d'Afrique centrale

 MARCHÉS CRIMINELS	4,80
 ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ	5,00



CRIMINALITÉ

MARCHÉS CRIMINELS

PERSONNES

Le Gabon est principalement un marché de destination et un point de passage pour les personnes originaires d'Afrique centrale et de l'Ouest victimes de la traite et contraintes à l'exploitation sexuelle et au travail forcé. Les garçons sont principalement exploités comme marchands ambulants, et pour travailler dans les secteurs des transports et de la pêche. Les filles, quant à elles, sont contraintes au travail domestique, à la vente sur les marchés et au travail dans des restaurants de bordure de route. Les commerçants exploitent également les enfants gabonais sur les marchés des provinces de l'Est. Nombre d'entre eux seraient amenés par des trafiquants qui, selon les informations recueillies, se procurent de faux documents indiquant que leurs victimes mineures ont plus de 18 ans. De plus, les femmes d'Afrique de l'Ouest sont exploitées comme domestiques et comme prostituées. Des propriétaires de maisons closes exploiteraient sexuellement des enfants.

Le Gabon est la dernière étape pour les migrants d'Afrique de l'Ouest et centrale qui cherchent à accéder au marché du travail, bien que le trafic d'êtres humains en lui-même ne soit pas un problème majeur dans le pays. Il existe des recoupements entre la traite des personnes et le trafic d'êtres humains, les passeurs aidant les individus à entrer dans le pays par avion ou par bateau avec de faux documents, avant de les contraindre à l'exploitation sexuelle ou par le travail.

COMMERCE

Globalement, le Gabon n'est pas un marché à haut risque pour le trafic d'armes. Cependant, l'instabilité dans laquelle a récemment plongé le pays a incité les revendeurs à chercher à écouler des armes. Le Gabon est à risque en raison de sa proximité avec le Cameroun, bien que la frontière sud du Cameroun ne soit pas particulièrement sujette au trafic d'armes.

ENVIRONNEMENT

Au Gabon, la criminalité forestière est répandue et étroitement liée aux rouages du secteur de l'exploitation forestière. La majorité des sociétés opérant dans le secteur de l'exploitation forestière au Gabon verseraient régulièrement des pots-de-vin aux ministres afin d'obtenir des concessions forestières et d'éviter d'être sanctionnées pour avoir enfreint à de multiples reprises les lois forestières et détourné de grandes sommes d'argent en ne payant pas les taxes dues. Le Gabon est l'un des principaux pays exportateurs de bois vers la Chine, ce qui laisse supposer qu'un volume considérable de palissandre fait l'objet d'un commerce illégal. Bien que la plupart des preuves soient anecdotiques, il pourrait exister une convergence potentielle entre le trafic de bois et de minerais (or) par les responsables militaires camerounais. Au Gabon, la criminalité liée aux espèces sauvages pose problème, notamment le

braconnage de l'éléphant de forêt dans des zones telles que le parc national de Minkébé. Le commerce illégal d'autres espèces, dont les grands singes, est également un problème dans le pays, les braconniers venant souvent du Cameroun et du Congo voisins. La corruption facilite le braconnage et le trafic d'espèces sauvages. En ce qui concerne la criminalité liée aux produits non renouvelables, si le Gabon est entouré de pays producteurs d'or, rien ne permet de penser qu'il sert de point de transit ou de destination. Certains indices tendent toutefois à prouver que l'or provenant du Gabon est exporté illégalement, principalement vers la République du Congo.

DROGUES

Principalement importé du Cameroun, le cannabis est la drogue la plus consommée au Gabon. Le pays est un point de transbordement intracontinental pour la cocaïne qui entre généralement sur le continent par d'autres points d'accès en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale. Elle est reconditionnée et expédiée par voie maritime et aérienne, y compris via le Gabon, vers ses marchés de destination en Afrique, en Europe, en Asie et au Moyen-Orient. Le transbordement d'héroïne est probable étant donné que la cocaïne transite par le pays. La consommation d'héroïne est cependant limitée au Gabon. Le Gabon est avant tout un pays de destination pour les drogues de synthèse. Comme dans d'autres États d'Afrique centrale, le Tramadol serait largement consommé dans le pays.

ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ

Les arrestations régulières de trafiquants d'espèces sauvages et les saisies d'ivoire par les autorités gabonaises laissent penser que des réseaux criminels sont actifs dans le pays et qu'ils mènent des opérations transfrontalières dans certaines régions d'Afrique centrale et de l'Ouest. Des acteurs étrangers originaires d'Asie seraient également impliqués dans la criminalité forestière. En termes de traite des personnes, les opérations dans le pays impliquent des réseaux criminels non structurés et ethniques qui recrutent des victimes dans toute l'Afrique de l'Ouest et centrale. Celles-ci sont de nationalités diverses, selon le stade du processus de traite.

Les acteurs intégrés à l'État jouent un rôle dans la facilitation d'une multitude de types de crimes. Dans le cas de la criminalité forestière, la corruption systématique et les pots-de-vin habituels impliquant de multiples strates de fonctionnaires et de décideurs, y compris des ministres, permettent aux sociétés d'exploitation forestière de se livrer à des crimes forestiers en évitant les sanctions. En ce qui concerne la traite des personnes, il existe une complicité généralisée dans les crimes liés à la traite, y compris au sein du personnel judiciaire, des juges ayant prétendument accepté des pots-de-vin de la part de trafiquants pour retarder ou classer sans suite des affaires liées à la traite. Rien ne prouve par ailleurs que des groupes de type mafieux opèrent au Gabon.

RÉSILIENCE

LEADERSHIP ET GOUVERNANCE

Le Gabon a connu une crise politique après les élections de 2016 qui s'est soldée par une tentative de coup d'État manquée et une défiance croissante à l'égard du gouvernement. Ce dernier est majoritairement considéré comme corrompu. En outre, les amendements constitutionnels controversés et la répartition très inégale des richesses en ressources naturelles suscitent un mécontentement croissant au sein de la population, ce qui a contribué à l'instabilité générale du pays. Le Gabon ne dispose actuellement d'aucune législation sur les marchés publics ou l'accès à l'information.

Au niveau international, le pays a ratifié de nombreux traités internationaux relatifs au crime organisé. Il a conclu des accords bilatéraux pour lutter contre la criminalité forestière et liée aux espèces sauvages. Le Gabon a également signé des accords de coopération bilatéraux avec le Togo et le Bénin dans le but de renforcer la coordination des forces de l'ordre dans la lutte contre les réseaux de trafic internationaux. Au niveau national, le Gabon adopte généralement des lois pertinentes en matière de lutte contre le crime organisé, mais leur respect et leur mise en œuvre laissent à désirer.

JUSTICE PÉNALE ET SÉCURITÉ

Il n'existe pas d'unités spécialisées dans la lutte spécifique contre le crime organisé au Gabon. D'une manière générale, le pouvoir judiciaire n'inspire pas confiance, et est considéré comme un outil au service du parti au pouvoir et de l'élite en raison du cadre de gouvernance et de leadership du pays. Il existerait une complicité avec le personnel judiciaire, des juges acceptant des pots-de-vin de la part de trafiquants pour retarder ou classer sans suite des affaires. En outre, du fait de leurs compétences professionnelles limitées, les juges du parquet n'enquêtent pas toujours sur les cas de traite des personnes portés à leur attention. De même, le Gabon ne dispose pas d'unités de forces de l'ordre spécialisées chargées de lutter contre le crime organisé.

En matière d'intégrité territoriale, il existe une libre circulation statutaire des personnes et des biens entre le Gabon et ses trois pays voisins en vertu des règlements de libre circulation de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale. Cependant, le pays a souvent fermé ses frontières en période de troubles, notamment pendant la pandémie de COVID-19. Il a également fermé ses frontières avec le Cameroun pour freiner l'immigration illégale présumée. La frontière avec le Cameroun, bien qu'étroitement surveillée, est néanmoins très exposée à la corruption des douaniers dans les deux États. De plus, les plages non surveillées du Gabon et les frontières poreuses à certains endroits permettent aux trafiquants de faire passer des personnes et des marchandises par la route ou la mer.

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

L'environnement économique du Gabon n'est pas propice à la création et à l'exploitation d'entreprises légitimes. De plus, les lacunes perçues en matière de gouvernance et les niveaux élevés de corruption continuent de dissuader les investissements du secteur privé et de freiner la croissance économique. Bien que le blanchiment d'argent soit une infraction pénale au Gabon comme dans d'autres États d'Afrique centrale, aucune poursuite pour ce chef d'accusation n'a été intentée dans le pays. La stratégie de lutte contre le blanchiment d'argent du Gabon est conforme à celle de l'Union monétaire d'Afrique centrale. Au niveau national, la Cellule de renseignement financier du Gabon enquête sur les cas de blanchiment d'argent et de corruption et coopère avec ses homologues de la région. Bien qu'opérationnelle, elle n'est pas dotée d'effectifs suffisants, ce qui limite son efficacité. De plus, les poursuites dans les affaires de blanchiment d'argent au Gabon ne sont pas efficaces en raison de lacunes dans le système judiciaire.

SOCIÉTÉ CIVILE ET PROTECTION SOCIALE

Le Gabon ne dispose que de peu de mécanismes pour aider les victimes à sortir de l'esclavage moderne. Deux ONG offrent, grâce notamment à des financements de l'État, des services médicaux, juridiques, d'hébergement et autres aux enfants sans abri et orphelins les plus exposés au risque de traite des personnes. Les craintes de représailles sont grandes chez les personnes désireuses de dénoncer des actes de corruption. Le Gabon a pris des mesures préventives pour lutter contre certaines activités criminelles, notamment la pose de colliers de suivi GPS en temps réel pour dissuader le trafic d'ivoire et le recrutement d'éco-gardes pour patrouiller dans les parcs nationaux du pays. Depuis 2018, les autorités ont renforcé leurs efforts de prévention de la traite des personnes. De plus, en 2019, le gouvernement s'est associé à des ONG pour organiser une campagne de sensibilisation à la traite des personnes ainsi qu'à d'autres formes de violences faites aux enfants. En termes d'espace médiatique, la liberté de la presse au Gabon est extrêmement limitée.

Ce résumé a été financé en partie par une subvention du Département d'État des États-Unis. Les opinions, constatations et conclusions énoncées dans le présent document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du Département d'État des États-Unis.